

PLUS DE SERVICES PUBLICS PLUS DE SALAIRES



C'est notre intérêt à toutes et tous !

Le 29 septembre, les agent-es de la Fonction publique seront en grève et en manifestation à l'appel de tous les syndicats, pour leurs salaires, leurs conditions de travail et les moyens des services publics : pompiers, soignant-es, enseignant-es et celles et ceux qui assurent des missions de services public. Mais cette journée ne concerne pas que les fonctionnaires.

Plus de services publics pour mieux vivre

Se soigner, se déplacer, faire garder ses enfants, aller à l'école gratuite, accompagner nos aîné-es, faire respecter nos droits au travail, faire face au dérèglement climatique... Nous avons toutes et tous besoin des services publics, comme l'été nous l'a durement rappelé. Et nos

besoins augmentent : vieillissement de la population, accès aux soins, transition écologique, nouvelles technologies... Pour y répondre, il faut plus de services publics, plus de personnels et plus de moyens. Les services publics c'est aussi garantir une égalité d'accès aux droits sur tous les territoires.

Faire mieux avec toujours moins ?

L'équation ne tient pas. Quand un service ferme, s'éloigne ou se dégrade, il faut attendre davantage, parcourir plus de kilomètres, souvent renoncer, parfois même être mis en danger... Quand un service devient privé ça coûte plus cher, car le privé lucratif cherche à faire des profits, pas le service public. Réduire les services publics en faisant croire que cela fait faire des économies, c'est faux !



Renforcer les services publics, c'est dynamiser l'économie

L'argent public joue un rôle majeur dans l'économie. Une entreprise ne fonctionne pas toute seule. Pour produire et se développer, elle a besoin d'infrastructures, d'énergie, de salarié-es formé-es, de recherche...

Services et investissements publics participent directement à notre capacité à produire et à développer l'emploi. Réindustrialiser, réussir l'urgente transition environnementale, répondre aux besoins : cela nécessite des investissements importants.

L'argent existe : quelles priorités ?

Alors que de nouvelles économies sont exigées sur les dépenses publiques, pourquoi les aides aux entreprises échapperaient-elles au débat sur l'utilisation de l'argent public ? L'austérité est toujours pour les mêmes, en instrumentalisant des divisions entre celles et ceux qui ont peu et d'autres qui ont encore moins. Dans le même temps les cadeaux aux plus fortunés et les aides publiques aux entreprises privées continuent.

En 2023, les aides publiques aux entreprises représentaient 211 milliards d'euros, soit plus de 6700€ par seconde, sans contrôle ni conditionnalité.

Les richesses se concentrent toujours davantage : entre 2010 et 2025, la fortune cumulée des 500 plus grandes fortunes professionnelles a connu une hausse de près de 370 % !

La question est donc bien celle de nos priorités : à quoi doit servir l'argent public et qui doit contribuer au financement des besoins collectifs ?

Pour la CGT, il faut une autre répartition des richesses produites : augmenter les salaires, développer l'emploi, renforcer notre protection sociale et financer les services publics dont nous avons besoin.

Public, privé : toutes et tous concerné-es, toutes et tous mobilisé-es

Près d'un million d'agent-es publics ont vu leur traitement indiciaire baisser (de 15 % en 10 ans) et rattrapé, voire dépassé par le Smic. Dans le privé aussi, augmenter les salaires, préserver et développer l'emploi et améliorer les conditions de travail sont des urgences. Opposer les salarié-es du public et du privé ne fera pas augmenter les salaires du privé. Affaiblir les services publics ne protégera aucun emploi.

Le 29 septembre, les agent-es publics seront en grève. Mais les salarié-es du privé sont aussi concernés par les prix qui explosent !

Il y a de quoi être en colère ! Le 29 septembre, en grèves et en manifestations pour nos salaires et nos services publics !

Salarié-es du public comme du privé, exigeons plus de services publics, de meilleurs salaires et des emplois de qualité. Participons aux grèves et aux manifestations et, dans nos entreprises et nos services.

29 sept.

Simulateur
du gel du
point d'indice

